Association STOP FESSENHEIM
Porte parole médias – André Hatz +33 6 82 02 69 79
Présidente – Danièle Cour +33 6 35 90 58 17
dc.stopfessenheim@gmail.com
www.stop-fessenheim.org
siège : 1 rue Jean-Baptiste Weckerlin 68000 Colmar

Colmar le 7 novembre 2026

Übersetzung am Ende
(traduction à la suite)

et **Les associations signataires**

LR + AR

Lettre ouverte à

Monsieur Pierre-Marie Abadie, Président de l'ASNR

Madame Stéphanie Guénot Bresson, Madame Géraldine Pina,
Monsieur Olivier Dubois, Monsieur Jean-Luc Lachaume, Commissaires

Madame Carole ROUSSE, Direction de la radioprotection

Objet : Technocentre, ce projet qui menace la santé publique

Mesdames, Messieurs,

EDF, par sa filiale Cyclife Technocentre, a déposé pour instruction auprès de vos services un dossier de demande de dérogation permettant la réutilisation, dans le domaine public, du métal issu du recyclage de déchets radioactifs de faible et très faible activité malgré l'interdiction définie par le Code de la santé publique.

Cette dérogation s'appliquerait au recyclage de 20 000 tonnes de déchets métalliques radioactifs par an sur une durée prévisionnelle de 40 années d'exploitation du technocentre.

Mais des questions essentielles sont restées sans réponse.

Ces questions portent sur l'efficacité des procédés de décontamination et la méthodologie utilisée pour les contrôles radiologiques sur des gisements multi-sources et sur les lingots sortants.

Comment assurer que les procédés utilisés pour la décontamination seront suffisamment efficaces pour respecter les seuils de libération des différents radionucléides présents dans ces métaux ?

Quels seraient les taux de décontamination ?

La méthodologie utilisée permettrait-elle la mesure des émetteurs alpha ?

Quelle pourrait être la représentativité des échantillonnages ?

Quelles seraient les garanties de conformité aux seuils de libération ?

Tout risque de dilution pourrait-il être écarté ?

Comment garantir que toute personne ne sera pas exposée à une dose efficace ajoutée supérieure à 10 µSv/an ?

L'analyse des résultats de l'usine Carla en Allemagne par la CRIIRAD et le Pr T. de Larochelambert montre que le traitement des métaux par fusion n'élimine pas l'essentiel de la radioactivité dans le laitier.

Les éléments du dossier du maître d'ouvrage, apportés lors du débat public et par la concertation avec le public qui est en cours, n'apportent pas de réponse à ces questions essentielles au regard des principes de radioprotection.

C'est également ce que confirme le compte rendu et le bilan du débat public conduit sous l'égide de la CNDP.

Une argumentation qui n'est pas à la hauteur des exigences.

Lors du débat public, le porteur de projet et le sous-directeur de l'industrie nucléaire ont comparé, pour la banaliser, la dose efficace maximale reçue par l'exposition à des déchets recyclés – qui serait inférieure à 10 µSv/an – à celles reçues par l'exposition à la radioactivité naturelle ou à la suite d'une radiographie pulmonaire ou encore lors d'un voyage de 8h en avion.

Or, nous ne pouvons pas échapper à la radioactivité naturelle, sauf à diminuer l'impact du radon dans certaines circonstances ; le rapport bénéfice-risque d'un acte médical utilisant les rayonnements ionisants est à évaluer en connaissance de cause avec le praticien ; le voyage en avion est un choix personnel.

Par contre, c'est sans l'avoir choisi et sans le savoir que toute personne pourra être exposée demain à des éléments radioactifs artificiels dans son quotidien.

Cette argumentation ne saurait remplacer la présentation d'études sérieuses et les résultats du retour d'expérience de l'usine Cyclife Sweden demandés à plusieurs reprises.

L'absence de réponse est contraire au droit à l'information garanti par la Convention d'Aarhus signée par la France en 1998.

Nous exigeons de pouvoir disposer d'un véritable dossier scientifique répondant aux interrogations précitées.

La gestion des déchets radioactifs ne doit pas se faire aux dépens de la santé publique.

L'ANDRA définit ainsi la gestion des déchets radioactifs :

« ***L'objectif de la gestion à long terme des déchets radioactifs est de protéger l'homme et son environnement contre toute émission ou dissémination de matières radioactives****. Les concepts de stockage, adaptés à chaque type de déchets,* ***doivent isoler*** *les matières radioactives de l'environnement pendant le temps nécessaire à la décroissance de la radioactivité contenue*. »

L'article R.1333-4 du Code de la santé publique est éthiquement inacceptable et indéfendable : le risque sanitaire n'est-il pas à considérer prioritairement à de quelconques avantages ?

Les matériaux placés en contact avec des denrées alimentaires et des eaux destinées à la consommation humaine, les jouets, les parures sont explicitement exclus des dérogations prévues dans cet article : **comment garantir que les métaux sortant du technocentre ne serviront pas à fabriquer ces objets ?**

Nous considérons que la logique de réduction du volume des déchets radioactifs à stocker ne doit pas se faire aux dépens de la santé publique.

Or, dans l'avis rendu par votre commission n° 2026-AV-036 du 29 septembre 2026 concernant la valorisation des substances métalliques, vous recommandez qu' « *un retour d'expérience sur les modalités d'application de l'arrêté du 14 février 2022 soit fait 2 années après la mise en service de l'installation Technocentre. »*

Quelles seraient ces modalités d'application attendues ?

Pourquoi accorder un délai de 2 ans pour obtenir de Cyclife Technocentre un retour d'expérience alors que Cyclife Sweden a une expérience de 10 années dans le domaine du recyclage de déchets métalliques radioactifs et devrait, en toute transparence, être en capacité à fournir à l'ASNR un retour d'expérience ?

Nous considérons que ce délai de 2 années donné à Cyclife Technocentre n'est pas recevable.

Nos associations relèvent une contradiction majeure entre la raison d'être de l'ASNR qui est d'assurer la radioprotection de la population et l'autorisation qu'elle suggère de facto de manière détournée à Cyclife Technocentre pour la construction et le fonctionnement pendant 2 années du technocentre.

La limite d'exposition sera-t-elle respectée ?

Dans une lettre ouverte adressée au Premier ministre, Monsieur Lecornu, à Mesdames et Monsieur les ministres Lescure, Rist et Barbut en janvier 2026, la CRIIRAD écrivait :

> « *Même si l'activité des lingots respecte les seuils de libération, il ne sera pas garanti que la dose reçue par les personnes exposées aux radiations soit sous la limite des 10 microSieverts par an (µSv/an), imposée par le Code de la santé publique. La CRIIRAD a étudié les principaux rapports relatifs à l'établissement des seuils d'exemption et de libération (AIEA et UE) et relevé un certain nombre de problèmes méthodologiques. L'estimation de la dose reçue en fonction de l'activité radiologique repose sur des scénarios et des probabilités souvent discutables. Par exemple, pour calculer les doses, l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique a étudié seulement huit scénarios d'exposition en postulant une faible quantité de matériaux contaminés présente dans l'environnement et un temps d'exposition critiquable.*

Pour les scénarios jugés peu probables, les expositions peuvent en réalité être 100 fois supérieures à la limite de 10 µSv/an. Un coefficient de probabilité d'occurrence de 1% a été intégré au calcul, conduisant à diviser artificiellement par 100 la dose réellement reçue si le scénario se réalise.

Peut-on considérer que les risques seront acceptables ?

Toute exposition à des rayonnements ionisants induit des risques supplémentaires sur la santé : il n'existe pas de seuil d'innocuité. Ce concept est à la base de notre système de radioprotection.»

Dans des conditions d'exposition données, toute personne – qu'elle soit in utéro, en bas âge, enfant, adolescente, adulte – sera exposée à la même dose. Or, la radiosensibilité des embryons, des fœtus et des enfants est plus importante, à dose égale, comparativement à celle des adultes, du fait de leur faible poids et de la rapidité de leurs divisions cellulaires, la période embryonnaire étant la plus critique.

Nous demandons que le calcul de dose soit fait pour les personnes les plus fragiles.

Dans son avis 2016-AV-0258 l'ASN écrivait :

« *Sur l'éventualité de la mise en place d'un seuil de libération :*

Considérant que la mise en place de seuils de libération poserait notamment les problèmes suivants :

- Les mesures préalables à la libération seraient complexes et longues, tout particulièrement dans le cas de grandes quantités de matériaux, en vrac ou contaminés par de nombreux radionucléides. En effet, les valeurs retenues pour les seuils de libération seraient nécessairement très basses ;

- Le public pourrait être exposé au contact de déchets d'activité significative dans le cas d'une défaillance, toujours possible, du contrôle ;

- La dissémination volontaire et généralisée de substances, même très faiblement radioactives, paraît difficilement compatible avec les principes de justification et d'optimisation ;

- Une telle mise en place pourrait inciter au recours à la dilution, pratique difficilement détectable.

L'ASN réaffirme que la gestion des déchets radioactifs TFA doit rester fondée sur le lieu d'origine des déchets et garantir leur traçabilité, grâce à des filières spécifiques, depuis la production jusqu'au stockage.

Ce principe est incompatible avec la mise en place généralisée de "seuils de libération*". »*

Nous considérons qu'il n'est pas sanitairement et éthiquement acceptable d'être exposé dans son quotidien à des doses de radioactivité artificielle supplémentaires.

Ainsi, compte tenu de l'évolution des connaissances sur l'impact sanitaire des très faibles doses de radioactivité et des risques d'exposition de la population et des travailleurs à des doses de radioactivité artificielle supplémentaires (*),

Stop Fessenheim et les associations signataires déclarent être fermement opposées à ce projet « Technocentre » qui, s'il aboutit, conduira à la dissémination délibérée, généralisée, irréversible et cumulative d'éléments radioactifs dans les biens de consommation courante et les matériaux de construction et ainsi dans notre environnement quotidien.

Cette lettre ouverte est signée par des représentants d'associations locales et nationales, par des représentants d'associations de protection de l'environnement en Allemagne et en Suisse en référence à la Convention d'Espoo qui oblige à l'évaluation des conséquences environnementales des pollutions et nuisances induites par des projets élaborés dans des contextes transfrontaliers.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Commissaires, Madame la Directrice de la radioprotection, l'expression de nos sincères salutations.

Association Stop Fessenheim

(*) source : étude Inworks

Mme Danièle Cour – Présidente.



Les associations signataires

Les associations françaises nationales et locales

- **GSIEN – Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire –** M. Jean-Marie Brom, membre du Conseil d'administration.
- **Global Chance** – M. Bernard Laponche, Président.
- **Réseau Sortir du Nucléaire** – le Conseil d'administration.
- **CSFR – Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin** – M. Gilles Barthe, Président.
- **Stop Transports-Halte au Nucléaire** – M. Rémi Verdet, Président.
- **Alsace Nature** – Mme Michèle Grosjean, Présidente.
- **MAN – Mouvement pour une Alternative Non-violente – Centre Alsace** – M. Roland Braun, Secrétaire du groupe.

- **Thur Ecologie et Transport** – M. Jérôme Iltis, Président.
- **CLCV UD68 – Commission Logement et Cadre de Vie (Union Départementale 68)** – M. Jean-Louis Olivier, Président.
- **Cancer Colère antenne Strasbourg** – Mme Muriel Bachelet
- **EBA – Eco Bio Alsace** – M. Thierry Struss, membre du Conseil Collégial, référent Représentation & partenariats.
- **Nature et Vie Barr** – M. Guillaume Christen, Président.
- **Fanes de Graines** – Mme Christine Ackermann, Présidente.
- **Observatoire du Nucléaire** – M. Stéphane Lhomme, Directeur.
- **Alternatiba Soultz** – M. Alain Diot, Co-président.
- **France Nature Environnement (Grand Est)** – M. Maurice Wintz, Président.
- **France Nature Environnement (national)** – M. Nicolas Richard, Président.
- **Alter Alsace Energies** – M. Christophe Hartmann, Président.

Association tri-nationale

- **TRAS-ATPN – Association Trinationale de Protection Nucléaire** – M. Rudolf Rechsteiner, Vice-Président.

Associations badoises

- **BUND – Regionalverband Südlicher Oberrhein** – M. Stefan Auchter, Geschäftsführer.
- **Collectif de Veille citoyenne – Mahnwache Dreyeckland Breisach** – M. Gustav Rosa.
- **Ecotrinova e.V.** – M. Georg Löser.
- **Mitwelt Stiftung Oberrhein** – M. Axel Mayer.

Nota : par respect des signataires et de la Convention d'Espoo, vous trouverez ci-après en annexe la traduction de la présente lettre ouverte en langue allemande

(Übersetzung am Ende)

Association STOP FESSENHEIM
Porte parole médias – André Hatz +33 6 82 02 69 79
Présidente – Danièle Cour +33 6 35 90 58 17
dc.stopfessenheim@gmail.com
www.stop-fessenheim.org
und die unterzeichnenden Vereine

Traduction / Übersetzung :

**Offener Brief an Herrn Pierre-Marie Abadie, Präsident der ASNR,
Frau Stéphanie Guénot Bresson, Frau Géraldine Pina,
Herrn Olivier Dubois, Herrn Jean-Luc Lachaume, Kommissionsmitglieder,
Frau Carole Rousse, Direktion für Strahlenschutz**

Betreff : Technocentre - ein Projekt, das die öffentliche Gesundheit gefährdet

Colmar, den 7. November 2026

Sehr geehrte Damen und Herren,

EDF hat über seine Tochtergesellschaft Cyclife Technocentre bei Ihren Dienststellen einen Antrag auf eine Ausnahmegenehmigung zur Prüfung eingereicht, der die Wiederverwendung von Metall aus dem Recycling radioaktiver Abfälle mit geringer und sehr geringer Aktivität im öffentlichen Bereich trotz des im Gesetz über das öffentliche Gesundheitswesen festgelegten Verbots ermöglichen soll.

Diese Ausnahmegenehmigung würde für das Recycling von 20.000 Tonnen radioaktiver Metallabfälle pro Jahr gelten, und zwar über einen voraussichtlichen Betriebszeitraum des Technocenters von 40 Jahren.

Es sind jedoch wesentliche Fragen offen geblieben.

Diese Fragen betreffen die Wirksamkeit der Dekontaminationsverfahren und die Methodik, die bei den radiologischen Kontrollen von Abfällen aus verschiedenen Quellen sowie bei den ausgegebenen Barren angewendet wird.

Wie lässt sich sicherstellen, dass die zur Dekontamination eingesetzten Verfahren ausreichend wirksam sind, um die Freigabegrenzwerte für die verschiedenen in diesen Metallen vorhandenen Radionuklide einzuhalten?

Wie hoch wären die Dekontaminationsraten?

Würde die verwendete Methodik die Messung von Alpha-Strahlern ermöglichen?

Wie repräsentativ wären die Probenahmen?

Welche Garantien gäbe es für die Einhaltung der Freigabegrenzwerte?

Lässt sich jegliches Verdünnungsrisiko ausschließen?

Wie lässt sich gewährleisten, dass niemand einer zusätzlichen effektiven Dosis von mehr als 10 µSv/Jahr ausgesetzt wird?

Die Analyse der Ergebnisse des Carla-Werks in Deutschland durch die CRIIRAD und Prof. T. de Larochelambert zeigt, dass durch die Metallschmelze nicht der Großteil der Radioaktivität in der Schlacke beseitigt wird.

Die Unterlagen des Bauherrn, die im Rahmen der öffentlichen Debatte und der laufenden Bürgerbeteiligung vorgelegt wurden, liefern keine Antworten auf diese im Hinblick auf die Strahlenschutzgrundsätze wesentlichen Fragen.

Dies bestätigen auch der Bericht und die Bilanz der unter der Schirmherrschaft der CNDP durchgeführten öffentlichen Debatte.

Eine Argumentation, die den Anforderungen nicht gerecht wird.

Während der öffentlichen Debatte haben der Projektträger und der stellvertretende Direktor für Kernindustrie – um die Sache zu verharmlosen – die maximale effektive Dosis, die durch die Exposition gegenüber recycelten Abfällen aufgenommen wird – die unter 10 µSv/Jahr liegen soll –, mit den Dosen verglichen, die durch die Exposition gegenüber natürlicher Radioaktivität, bei einer Lungenröntgenaufnahme oder während eines achtstündigen Fluges aufgenommen werden.

Der natürlichen Radioaktivität können wir uns jedoch nicht entziehen, es sei denn, wir verringern unter bestimmten Umständen die Auswirkungen von Radon; das Nutzen-Risiko-Verhältnis einer medizinischen Maßnahme unter Einsatz ionisierender Strahlung muss in voller Kenntnis der Sachlage gemeinsam mit dem Arzt abgewogen werden; Flugreisen sind eine persönliche Entscheidung.

Dagegen kann jeder Mensch morgen in seinem Alltag – ohne es gewählt zu haben und ohne es zu wissen – künstlichen radioaktiven Stoffen ausgesetzt sein.

Diese Argumentation kann die Vorlage seriöser Studien und der Ergebnisse aus den Erfahrungsberichten des Werks Cyclife Sweden, die mehrfach angefordert wurden, nicht ersetzen.

Das Ausbleiben einer Antwort verstößt gegen das Recht auf Information, das durch die von Frankreich 1998 unterzeichnete Aarhus-Konvention garantiert ist.

Wir fordern, dass uns ein fundiertes wissenschaftliches Dossier zur Verfügung gestellt wird, das die oben genannten Fragen beantwortet.

Die Entsorgung radioaktiver Abfälle darf nicht auf Kosten der öffentlichen Gesundheit erfolgen.

Die ANDRA definiert die Entsorgung radioaktiver Abfälle wie folgt:

„Das Ziel der langfristigen Entsorgung radioaktiver Abfälle ist es, den Menschen und seine Umwelt vor jeglicher Freisetzung oder Verbreitung radioaktiver Stoffe zu schützen. Die auf jede Abfallart abgestimmten Lagerungskonzepte müssen die radioaktiven Stoffe so lange von der Umwelt isolieren, bis die darin enthaltene Radioaktivität abgeklungen ist.“

Artikel R.1333-4 des Gesetzes über das öffentliche Gesundheitswesen ist ethisch inakzeptabel und unvertretbar: Muss das Gesundheitsrisiko nicht vorrangig vor etwaigen Vorteilen berücksichtigt werden?

Materialien, die mit Lebensmitteln und Trinkwasser in Berührung kommen, sowie Spielzeug und Schmuck sind durch die in diesem Artikel vorgesehenen Ausnahmeregelungen ausdrücklich ausgenommen: **Wie kann gewährleistet werden, dass die aus dem Technocenter stammenden Metalle nicht zur Herstellung dieser Gegenstände verwendet werden?**

Wir sind der Ansicht, dass die Reduzierung des Volumens der zu lagernden

radioaktiven Abfälle nicht auf Kosten der öffentlichen Gesundheit erfolgen darf.

In der Stellungnahme Ihres Ausschusses Nr. 2026-AV-036 vom 29. September 2026 zur Verwertung metallischer Stoffe empfehlen Sie jedoch, dass „zwei Jahre nach Inbetriebnahme der Anlage Technocentre eine Erfahrungsauswertung zu den Anwendungsmodalitäten des Erlasses vom 14. Februar 2022 erfolgen soll. “

Wie sähen diese erwarteten Anwendungsmodalitäten aus?

Warum wird eine Frist von zwei Jahren eingeräumt, um von Cyclife Technocentre eine Erfahrungsauswertung zu erhalten, während Cyclife Sweden über zehn Jahre Erfahrung im Bereich des Recyclings radioaktiver Metallabfälle verfügt und in aller Transparenz in der Lage sein müsste, der ASNR eine Erfahrungsauswertung vorzulegen?

Wir halten diese dem Technocentre von Cyclife eingeräumte Frist von zwei Jahren für unzulässig.

Unsere Verbände stellen einen erheblichen Widerspruch fest zwischen dem Zweck der ASNR, nämlich dem Strahlenschutz der Bevölkerung, und der Genehmigung, die sie de facto auf Umwegen dem Cyclife Technocentre für den Bau und den zweijährigen Betrieb des Technocenters vorschlägt.

Wird der Expositionsgrenzwert eingehalten?

In einem offenen Brief an Premierminister Lecornu sowie an die Ministerinnen und Minister Lescure, Rist und Barbut vom Januar 2026 schrieb die CRIIRAD:

„Auch wenn die Aktivität der Barren die Freigabegrenzwerte einhält, ist nicht gewährleistet, dass die von den strahlenexponierten Personen aufgenommene Dosis unter dem vom Gesetz über das öffentliche Gesundheitswesen festgelegten Grenzwert von 10 Mikrosievert pro Jahr (µSv/Jahr) liegt. Die CRIIRAD hat die wichtigsten Berichte zur Festlegung der Freigabegrenzen (IAEO und EU) untersucht und dabei eine Reihe methodischer Probleme festgestellt. Die Schätzung der aufgenommenen Dosis auf der Grundlage der radioaktiven Aktivität stützt sich auf Szenarien und Wahrscheinlichkeiten, die oft fragwürdig sind. So hat die Internationale Atomenergie-Organisation (IAEO) zur Berechnung der Dosen lediglich acht Expositionsszenarien untersucht, wobei sie von einer geringen Menge an kontaminiertem Material in der Umwelt und einer fragwürdigen Expositionsdauer ausging.

Bei Szenarien, die als wenig wahrscheinlich eingestuft werden, können die Strahlenbelastungen in Wirklichkeit um das 100-Fache über dem Grenzwert von 10 µSv/Jahr liegen. In die Berechnung wurde ein Eintrittswahrscheinlichkeitskoeffizient von 1 % einbezogen, was dazu führt, dass die tatsächlich aufgenommene Dosis künstlich durch 100 geteilt wird, falls das Szenario eintritt.

Kann man davon ausgehen, dass die Risiken akzeptabel sind?

Jede Exposition gegenüber ionisierender Strahlung birgt zusätzliche Gesundheitsrisiken: Es gibt keinen unbedenklichen Schwellenwert. Dieses Konzept bildet die Grundlage unseres Strahlenschutzsystems.“

Unter bestimmten Expositionsbedingungen wird jede Person – sei es im Mutterleib, im Säuglingsalter, als Kind, als Jugendlicher oder als Erwachsener – derselben Dosis ausgesetzt. Allerdings ist die Strahlenempfindlichkeit von Embryonen, Föten und Kindern bei gleicher Dosis im Vergleich zu Erwachsenen höher, was auf ihr geringes Gewicht und die schnelle Zellteilung zurückzuführen ist, wobei die Embryonalphase die kritischste Phase darstellt.

Wir fordern, dass die Dosisberechnung für die am stärksten gefährdeten Personen erfolgt.

In ihrer Stellungnahme 2016-AV-0258 schrieb die ASN:

„Zur möglichen Einführung eines Freigabewertes:

In Anbetracht der Tatsache, dass die Einführung von Freigabewerten insbesondere folgende Probleme mit sich bringen würde:

- Die vor der Freigabe erforderlichen Maßnahmen wären komplex und zeitaufwendig, insbesondere bei großen Mengen an Materialien, sei es in loser Form oder bei Materialien, die mit zahlreichen Radionukliden kontaminiert sind. Denn die für die Freigabegrenzwerte festgelegten Werte müssten zwangsläufig sehr niedrig sein;

- Die Bevölkerung könnte im Falle eines – stets möglichen – Versagens der Kontrollen dem Kontakt mit Abfällen mit nennenswerter Aktivität ausgesetzt sein;

- Die absichtliche und flächendeckende Freisetzung von Stoffen, selbst wenn diese nur sehr schwach radioaktiv sind, scheint kaum mit den Grundsätzen der Rechtfertigung und Optimierung vereinbar zu sein;

- Eine solche Einführung könnte zum Einsatz von Verdünnung führen, einer Praxis, die nur schwer nachweisbar ist.

Die ASN bekräftigt, dass die Entsorgung von sehr schwachradioaktiven Abfällen weiterhin am Entstehungsort der Abfälle ansetzen und deren Rückverfolgbarkeit über spezifische Entsorgungsketten von der Entstehung bis zur Endlagerung gewährleisten muss.

Dieser Grundsatz ist mit der flächendeckenden Einführung von „Freigabegrenzwerten“ unvereinbar ».

Wir halten es aus gesundheitlicher und ethischer Sicht für inakzeptabel, im Alltag zusätzlichen Dosen künstlicher Radioaktivität ausgesetzt zu sein.

Angesichts der neuesten Erkenntnisse über die gesundheitlichen Auswirkungen sehr geringer Radioaktivitätsdosen und der Risiken einer Exposition der Bevölkerung und der Arbeitnehmer gegenüber zusätzlichen Dosen künstlicher Radioaktivität erklären (*)

„Stop Fessenheim“ und die unterzeichnenden Verbände, dass sie sich entschieden gegen dieses „Technocentre“-Projekt aussprechen, das, sollte es umgesetzt werden, zur absichtlichen, flächendeckenden, irreversiblen und kumulativen Verbreitung radioaktiver Elemente in Konsumgütern des täglichen Bedarfs und in Baumaterialien und damit in unserer unmittelbaren Umwelt führen wird.

Dieser offene Brief wurde von Vertretern lokaler und nationaler Verbände sowie von Vertretern von Umweltschutzverbänden in Deutschland und der Schweiz unterzeichnet und bezieht sich auf das Espoo-Übereinkommen, das eine Bewertung der Umweltauswirkungen von Verschmutzungen und Beeinträchtigungen vorschreibt, die durch grenzüberschreitende Projekte verursacht werden.

Mit freundlichen Grüßen, Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Kommissare, sehr geehrte Frau Direktorin für Strahlenschutz.

Association Stop Fessenheim,
Danièle Cour, Vorsitzende
und die unterzeichnenden Vereine
(siehe Unterschriften**)**

(*) Quelle: Inworks-Studie